Italie

« La terre, bien commun » : campagne citoyenne

Pour remplir ses caisses vides et faire face à ses dettes, l'État italien vend aux enchères ses terres agricoles domaniales. Une campagne citoyenne s'y oppose.

Début 2012, le président du Conseil italien, Mario Monti, présente les détails de son plan « Sauver l'Italie ». Ce plan doit permettre au pays de réduire son déficit public, et ainsi retrouver la confiance des marchés. En plus des mesures d'austérité, son gouvernement décrète une série de libéralisations et de privatisations des services et des biens publics. L'article 66 du décret prévoit la vente des terres domaniales publiques à usage ou à vocation agricole. Ce gouvernement, qui se définit lui-même comme technique et apolitique, réussit là où les partis les plus libéraux ont échoué auparavant.

Les terres de l'État couvrent près d'1,8 millions d'hectares, dont 714 499 hectares de surface agricole actuellement exploitée. Elles sont l'héritage de l'histoire de la paysannerie en Italie et de ses résistances face aux dominants, tout particulièrement dans les zones de montagne. Gérés – mais pas détenus – par les communes, ces terrains non aliénables permettent un accès à la terre pour ceux qui en ont besoin.

Le gouvernement Monti a affirmé qu'il privilégierait l'acquisition de ces terres par des jeunes agriculteurs, afin de favoriser leur implantation. Pourtant, il est peu probable que lors des ventes aux enchères ces nouveaux paysans aient les capacités financières de s'aligner sur les prix proposés par les grands groupes agro-industriels ou immobiliers, notamment. Le risque est grand que cette initiative favorise au final la spéculation et la concentration de l'activité agricole dans les mains de quelques-uns.

Face à cette spoliation organisée est née la campagne « La terre, bien commun » [1]. Elle réunit des paysans, des consommateurs et des militants de tout le pays pour la défense des terres domaniales, portée par un réseau d'associations autour de « la campagne populaire pour l'agriculture paysanne » [2]. Ce mouvement a permis de rapprocher des réalités lointaines pour porter un projet agricole alternatif et s'opposer au système politique de cogestion en vigueur.

L'objectif de la nouvelle mobilisation est de sensibiliser l'opinion sur l'enjeu du droit à la terre et d'obtenir l'organisation d'un referendum national grâce à la récolte de signatures sur leur pétition. Cette stratégie est directement inspirée par la campagne « Eau, bien commun » [3], organisée dès 2009 contre le décret Ronchi sur la privatisation de l'eau potable. En l'espace de trois mois, la pétition pour la défense de l'eau publique a recueilli 1 402 000 signatures, dépassant largement les quotas pour l'organisation d'un referendum populaire. Les 12 et 13 juin 2011, les citoyens italiens ont rejeté à 95 % la privatisation de l'eau.

La dynamique citoyenne n'est pas retombée depuis. Les mobilisations pour la défense des « biens communs » se multiplient. Éducation, culture, ressources naturelles sont concernées par ce qui tend à devenir en Italie la matrice de tous les mouvements sociaux. Dans un environnement social marqué par le discours ambiant sur la crise et les critiques sur les supposées défaillances de la gestion collective, la défense des « biens communs » traduit l'attachement à ces services et à ces biens, au fondement de nos sociétés et de notre citoyenneté.

La défense des terres domaniales est multidimensionnelle. Elle porte à la fois la défense de pratiques paysannes, d'une agriculture partie prenante d'une société, d'une terre pour ceux qui la travaille… Elle s'affirme contre une agriculture industrielle, peu respectueuse des hommes et de la nature, contre la concentration des terres dans les mains de quelques-uns. Tandis que les paysans des « Sud », chassés de leurs propres exploitations, sont déjà confrontés aux méfaits de l'accaparement des terres, la crise et ses promoteurs importent aux « Nord » les mêmes instruments pour une « marchandisation » des ressources naturelles. Au risque de remettre, quelques décennies plus tard, les paysans italiens sur les routes à la recherche de travail dans les pays plus ou moins voisins. ■

Antoine Ducastel,
volontaire du programme
« Échanges et partenariats 2012 »
http://emi-cfd.com/echanges-partenariats

(1) terrabenecomune. noblogs. org
(2) www.agricolturacontadina.org
(3) www.acquabenecomune.org/raccoltafirme